

DOSSIERS DU PASSEPORT ET DE LA CARTE D'IDENTITÉ

La nouvelle procédure est déjà en application

Bonne nouvelle pour les citoyens désireux de renouveler leur passeport ou leur carte d'identité. Le mythique carton vert a laissé place à un nouveau formulaire. Les daïras n'exigent plus la nationalité pour le renouvellement des documents. Seuls les primo demandeurs continueront à fournir un certificat de nationalité.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les daïras n'ont pas tardé à mettre en application les récentes décisions du ministère de l'Intérieur. Elles ont revu à la baisse le nombre de documents exigés pour le renouvellement du passeport ou de la carte d'identité.

A la daïra de Hussein Dey, la couleur est annoncée à l'entrée. Un guichet y est installé. Un agent débordé par les sollicitations réussit à garder un semblant d'amabilité pour répondre aux nombreux citoyens. A onze heures, l'affluence est toujours importante.

Les questions sont les mêmes : que faut-il pour renouveler le passeport ? Faut-il la nationalité ? Ma carte d'identité s'est déchirée, que faire ? Sans état d'âme, le préposé à l'accueil répond, oriente et tend des coupons de papier sur lesquels sont notifiées les listes des documents nécessaires. La daïra de Hussein Dey a, en effet, tout prévu : des petits imprimés détaillant la liste des documents nécessaires pour chaque document sont systématiquement donnés aux demandeurs de renseignements. Les citoyens, visiblement satisfaits d'apprendre

que la suppression de la nationalité était déjà en vigueur, découvraient en même temps le nouveau formulaire qui remplace le

fameux carton vert. Différent de ce dernier, le nouveau formulaire composé de cases au recto et au verso est divisé en deux grands chapitres, celui réservé à l'état civil du demandeur puis celui relatif à des renseignements sur les parents de ce dernier. Nouveauté curieuse, le demandeur devra à l'avenir renseigner sur le nombre de ses épouses. C'est muni de

ce document, dûment légalisé, et de la «short list» de papiers administratifs que devra se présenter le demandeur pour obtenir le fameux document biométrique. A la daïra de Hussein Dey, les dépôts se font après prise de rendez-vous. Le numéro de téléphone est mis à la disposition des demandeurs. Changement de décor à la daïra de Sidi M'hamed : le préposé à l'accueil ne fait pas

preuve d'un sens très aigu de l'écoute. C'est à peine s'il répond aux questions des demandeurs et pourtant ce n'est pas l'affluence des grands jours. Peu avant midi, le siège de la daïra est quasi désertique. Les préposés aux guichets semblent pressés de quitter les lieux pour la pause de midi. Qu'à cela ne tienne, les citoyens avides d'informations sur la suppression des

documents à force d'insister finissent par avoir l'information pour laquelle ils se sont déplacés. Ils ne repartiront peut-être pas réconciliés avec une administration pas encore tout à fait débarrassée de ses vieux réflexes mais ils seront soulagés de ne pas devoir fournir une interminable liste de documents pour un simple renouvellement de document.

N. I.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT

L'Algérie encourage la culture de l'arganier

Négligée pendant des années, les autorités algériennes ont décidé d'encourager et de développer la culture de l'arganier. Comparé aux Maroc, nous accusons énormément de retard.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) -Créer un réseau de connaissances sur l'arganier, multiplier les écrits scientifiques sur cette plante aux vertus exceptionnelles, élargir le périmètre d'expérimentation et organiser une rencontre internationale pour en débattre entre chercheurs et spécialistes (octobre 2011 en Algérie) sont parmi les mesures prises, a annoncé, hier, Chérif Rahmani, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, à l'ouverture d'une journée d'étude sur l'arganier qui s'est tenue au Palais de la culture Moufdi-Zakaria.

Appuyées par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ces mesures visent à valoriser l'arganier et à entre autres déve-

lopper sa culture dans d'autres régions du pays. Les richesses naturelles de l'arganier sont incontestables. Cet arbre, qui résiste aux conditions climatiques les plus extrêmes, possède de grandes vertus économiques (cosmétiques, pharmaceutiques, esthétiques et alimentaires). A Tindouf, il occupe les lits de quelques oueds dans la hamada, la population le considère comme une ceinture verte

contre la désertification. Aussi, l'arganier protège et retient les sols grâce à ses puissantes racines. Chacune de ses parties est utilisable. Le bois dur est utilisé comme charbon ou en menuiserie, ses feuilles et ses fruits sont un excellent fourrage pour les caprins, après l'extraction de l'huile, les tourteaux peuvent servir de nourriture pour le bétail, l'amande contient une huile de très bonne qualité diététique... Pour toutes ces raisons, le développement de la culture de cet arbre dans d'autres régions que celle d'origine est une nécessité. L'arganier marocain occupe

une superficie de 828 300 ha, en Algérie, l'on parle de 90 000 ha seulement. L'arganier, explique l'universitaire Fatiha Abdoun, est une espèce rare endémique entre le Maroc et l'Algérie. Son existence au Sahara occidental est signée les années vingt par Emberger alors que, son étude écologique n'est entreprise que des années plus tard. «Contrairement à l'arganier marocain, nous ne disposons pas de beaucoup de connaissances sur l'arganier algérien. Nos informations sont dispersées et sporadiques. Il a été découvert en 1924 mais très peu d'études ont été faites pour

des raisons historiques», dit-elle. Sensibiliser, connaître, informer et éduquer sont ainsi indispensables pour encourager la culture de cet plante aux vertus exceptionnelles. Pourvu de caractéristiques tropicales, les chercheurs et les scientifiques classent l'arganier aujourd'hui parmi les plantes méditerranéennes. Cette journée d'étude, qui a regroupé des experts de différentes régions du pays, a été organisée dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement qui coïncide avec le 5 juin et dédiée cette année aux forêts.

I. B.

AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

Une charte de l'environnement signée par tous les intervenants

La SGSIA (Société de gestion des services et infrastructures), organisme gestionnaire de l'aéroport international d'Alger, a décidé de passer la vitesse supérieure. Deux années après avoir été certifié ISO 9001 version 2008 et ISO 14001 version 2004, elle décide d'impliquer les autres intervenants de la zone aéroportuaire dans le domaine de la protection de l'environnement. Une charte environnementale comportant huit articles a été paraphée hier par les différents partenaires de la SGSIA.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Il s'agit d'un document contenant des clauses qui traitent notamment de «la gestion de l'environnement, des exigences légales, réglementaires et organisationnelles, de la gestion des eaux, de la gestion et l'économie de l'énergie, de la gestion des déchets, de la gestion du sol et sous-sol, des produits chimiques et de la qualité de l'air». Dans son intervention, le patron de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires a indiqué que la «SGSIA s'est inscrite dans la politique de l'Etat pour la protection de l'environnement et a construit un

système de management de l'environnement selon la norme ISO 14001». Et d'ajouter : «Cette charte se veut le reflet d'une ambition, à savoir celle de nous inscrire tout ensemble dans une dynamique de développement durable.» «Je suis certain de l'implication et de la responsabilité de chacun d'entre vous pour que cette charte environnementale ne soit pas une simple formalité, mais bien au contraire, un moyen de nous inscrire dans une réelle démarche participative de développement durable et de responsabilité citoyenne», a-t-il expliqué. Au-delà de l'événement lui-même, il n'en demeure que ce processus entamé par la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires depuis 2009 suppose que l'obtention des certificats ISO 9001 et 14001 n'a fait que conforter les normes sécuritaires mises en place par les structures concernées. «En plus des 220 caméras de télésurveillance installées aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'aéroport, une armada de policiers sillonne l'aérogare à longueur de journée. Les services de l'aéroport d'Alger ne comptent pas seulement sur des policiers en tenue, il y a également le travail fait discrètement par des policiers en civil. Le nombre de policiers invisibles dépasse les policiers visibles», explique-t-on. «Un plan d'urgence qui répond aux recommandations de l'OACI»,

précise-t-on. A ce titre, il y a lieu de noter que les principaux objectifs des certifications ISO 9001 et ISO 14001 sont «de satisfaire les passagers et les partenaires de l'aéroport, de participer au développement durable de la plateforme et de professionnaliser le personnel». De plus, l'OACI a introduit, en 1999, dans son annexe technique relative aux infrastructures aéroportuaires, l'obligation pour tous les Etats de certifier les aérodomes accueillant du trafic international. Des informations que confirme le directeur général de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger, Tahar Allache. Selon lui, «les multiples dispositifs ne sont pas placés au hasard, mais obéissent à des études basées sur les risques potentiels des biens et des personnes». «C'est donc dans l'intérêt des usagers de l'aéroport qu'il y ait plus de vigilance, même si cela impose un temps de passage plus important. L'ensemble des aéroports de par le monde ont adopté des mesures similaires pour la prévention contre tout acte d'intervention illicite. Etre certifié ISO 9001 qualité, version 2008, et ISO 14001 environnement, version 2004, c'est à la fois un encouragement pour notre personnel, mais c'est surtout un acte d'engagement vis-à-vis de nos clients et de nos partenaires », a-t-il ajouté.

A. B.

PREMIER JOUR DES ÉPREUVES DU BEM

Les candidats ont buté sur le sujet de physique

Les épreuves du brevet de l'enseignement moyen (BEM) ont débuté hier. 528 136 candidats y ont pris part. Si l'épreuve de langue arabe a été satisfaisante, le sujet de physique l'était moins. Aujourd'hui, c'est en mathématiques, anglais et histoire-géographie qu'ils devront composer.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La tension retombe doucement. Les candidats à l'examen du BEM sont dans le bain. Ils ont entamé, hier, leur première journée d'examen. Les postulants à la première année secondaire ont passé, depuis 8h du matin, les épreuves de langue arabe, physique et chimie, éducation civique et islamique. 11h45, les abords du lycée Omar-Racim, à Alger, qui

a accueilli les élèves des établissements de Sidi M'hamed sont envahis. La plupart des candidats ayant déjà rendu leurs copies sont sortis. Les parents affluent aussi, guettant la sortie de leurs enfants. Mine joyeuse, les jeunes candidats, regroupés ou dispersés dans les rues alentour, commentent les sujets et échangent les premières impressions. Si les candidats sont satisfaits des sujets d'arabe, ils le sont moins pour la matière de physique. «Waou ! Le sujet de physique est top dur», s'exclame Sihem. Regroupée avec ses camarades devant le portail de l'établissement, la jeune collégienne est, cependant, loin d'être désespérée. Elle reste confiante et garde le sourire. D'autres candidats, encore sous le stress, confient aussi que l'épreuve était «trop compliquée». Ces jeunes sont unanimes quant à la difficulté de la série d'exercices de physique et chimie. Pour la langue arabe, ces futurs

lycéens trouvent «le sujet traitant de la propreté environnementale banal». Les jeunes collégiens profitent encore de quelques heures de libres avant de retourner à leurs copies. Ils n'ont pas encore le temps de décompresser. Ce matin, ils affronteront les maths et l'anglais. L'après-midi sera consacrée à l'histoire-géographie. La dernière ligne droite, c'est demain, dernier jour d'examen. Au programme, le français et les sciences. Plus d'un demi-million de candidats sont concernés par les épreuves du BEM. Les résultats, déterminants pour accéder au palier secondaire, seront connus le 28 juin prochain. Pour l'obtenir, les candidats doivent avoir une moyenne égale ou supérieure à 10/20 au BEM. Autre possibilité pour les recalés : l'admission se fera sur la base de la moyenne obtenue au BEM additionnée à la moyenne annuelle de contrôle continu divisé par deux.

S. A.

RISQUES D'INONDATIONS EN ALGÉRIE 50% des communes concernées

40 à 50% des communes du pays, sans distinction de situation géographique, sont sujettes à des risques d'inondations, selon les conclusions d'une étude présentée par Bahlouli Larbi, responsable des études hydriques au niveau de la direction centrale de l'ANRH (Agence nationale des ressources hydriques), Alger. Dans la conférence ayant pour titre «Apport du SIG dans les études des crues et inondations en Algérie», présentée au cours du 5^e séminaire national sur l'eau qu'organise l'Université de Tizi-Ouzou du 5 au 7 du mois en cours, M. Bahlouli expliquera que les inondations sont la résultante d'un croisement entre deux facteurs : l'aléa considéré comme une conséquence hydrologique et la vulnérabilité qui est due à l'action de l'homme. Au phénomène de la déforestation qui résulte de cette intervention de l'homme sur son milieu pour des raisons évidentes d'occupation du sol par l'urbanisation, s'ajoutent d'autres facteurs comme l'occupation des lits des oueds, la défaillance des réseaux de collecte des eaux de ruissellement.

Le résultat de l'effet conjugué de l'ensemble de ces événements est que 40 à 50% des communes du pays, celles du Sud comprises, encourent le risque d'inondations. 23 d'entre elles sont jugées catastrophiques, selon le conférencier pour qui il n'existe pas de risque zéro. Le mieux à faire face à ce genre de situation est de réduire la vulnérabilité, à défaut d'agir sur l'aléa, d'après M. Bahlouli qui préconise quelques manières de gérer les inondations, notamment par la mise en œuvre d'une stratégie d'alerte et de prévisions des risques, à travers la collecte et l'exploitation de l'information y afférente. Mais l'approche la plus appropriée reste la réalisation du cadastre des communes inondables qui est le défi du secteur de l'eau, précisera le responsable des études hydriques au niveau de l'ANRH d'Alger qui réalise actuellement des réseaux de prévision des crues. Plusieurs autres sujets, entre autres, celui portant sur l'impact social, économique, environnemental des grands ouvrages hydrauliques, ont été abordés durant ce séminaire qui se poursuivra jusqu'au 7 juin en cours.

S. A. M.